

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
90, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

La Serbie et la Grande-Bretagne

Londres, juillet 1918.

Au cours du grand meeting tenu récemment à Londres, en l'honneur des Yougoslaves, et dont « La Serbie » a déjà rendu compte, plusieurs orateurs ont proclamé les sentiments d'admiration et de chaude sympathie qu'éprouve la nation anglaise pour le peuple serbe, dont l'héroïsme légendaire n'a succombé que sous le poids du nombre — et grâce à la mauvaise foi bulgare.

Ces sentiments, tout le monde les ressent en Angleterre, et j'ai eu l'occasion de constater, au cours de mon séjour, que toutes les classes de la population professent, à l'égard d'un allié malheureux, la même estime et la même affection. Toutefois, il m'a été donné de remarquer également que l'importance et la signification du problème yougoslave ne sont pas toujours pleinement appréciées par l'opinion — j'entends par ceux qui la forment, et souvent la déforment : hommes d'Etat, journalistes, financiers, etc.

Les uns et les autres paraissent méconnaître parfois cette vérité essentielle, que le problème serbe, ou d'une manière plus générale, le problème yougoslave ne peut et ne doit pas recevoir une solution partielle, sous peine d'exposer à nouveau les Balkans et l'Europe à des conflits armés. Que la seule chance d'établir un régime de paix durable soit d'accorder à tous les Yougoslaves une indépendance absolue et l'union étatique qu'ils réclament — voilà qui ne semble pas toujours évident à certains cercles britanniques. Réparations, indemnités, garanties — chacun reconnaît qu'elles sont indispensables, mais au lieu de poser nettement la question du démembrement de l'Autriche-Hongrie, au lieu de considérer la réunion des Serbes, Croates et Slovènes comme une des bases indispensables du statut futur de l'Europe, on préfère ne pas se prononcer catégoriquement. On ne prend pas position. On emploie des termes très généraux. On semble envisager des solutions mixtes, incapables pourtant d'offrir aux Yougoslaves les satisfactions légitimes qu'ils attendent du traité de paix.

D'où vient cette tendance à préférer une cote mal taillée au règlement qui s'impose logiquement et l'on peut dire *moralemment* ?

D'où vient que, souvent en Angleterre, vous entendez parler différemment de la question polonaise, par exemple, et de la question yougoslave ? Cette divergence d'appréciation se manifeste jusque dans les déclarations officielles des Alliés au sujet des peuples opprimés par la monarchie danubienne. Quelle en est la raison ?

C'est d'abord que la question polonaise — pour conserver l'exemple choisi — est infiniment mieux connue en Angleterre que la question yougoslave. Et cela s'explique aisément : Tout manuel d'histoire consacre de longs chapitres aux vicissitudes de la Pologne et condamne son démembrement. Aucun livre ne raconte aux écoliers — ni même à leurs parents ! — l'admirable histoire de la lutte serbe pour l'indépendance ; aucun livre ne renseigne suffisamment le public anglais sur le caractère du peuple serbe, sur ses institutions actuelles — dont le caractère démocratique serait cependant fait pour séduire la mentalité britannique. Ainsi s'établit tout naturellement, dans l'esprit de chacun, une distinction entre la nation polonaise et la nation yougoslave. On n'aperçoit pas, du moins pas assez nettement, l'identité de leurs aspirations et l'équivalence de leurs droits à l'indépendance.

C'est ensuite que la théorie — néfaste selon nous — de la conservation de l'Autriche-Hongrie a toujours éveillé, dans certains milieux anglais, une sympathie, une indulgence injustifiées. Il ne m'appartient pas d'en rechercher les raisons, qui sont multiples et souvent contradictoires, mais le fait est que cette sympathie et cette indulgence agissent fortement sur une partie de l'opinion, et que leur action est directement contraire au succès de la cause yougoslave.

Mais une autre question se pose. Comment lutter contre ces tendances, partielles sans doute, mais qu'on ne saurait cependant négliger ? Comment détruire cette idée fausse que le problème yougoslave est un problème de second plan, que sa solution est accessoire, que des « arrangements » pourraient intervenir ? Le seul moyen me paraît être de ne rien négliger pour renseigner abondamment le public anglais, d'une part, sur l'étendue et la puissance du mouvement yougoslave en Autriche-Hongrie, et d'autre part, sur le danger qu'offrirait, pour la sécurité de l'Europe entière, une politique de ménagements systématiques envers la Monarchie comme envers la Bulgarie.

De ces deux faits si évidents, il semble que chacun devrait être persuadé, après quatre ans de guerre. La politique de l'Autriche-Hongrie, à l'égard des nationalités, parle d'elle-même. Mais il est certaines vérités élémentaires qu'il est indispensable de répéter sans cesse. Elles finiront bien par faire leur chemin. La Grande-Bretagne qui est entrée en guerre pour le salut des petits peuples, se doit d'assurer aux Yougoslaves la réalisation de leur ardent désir d'indépendance. Il ne faut pas douter qu'en dépit des erreurs et des manœuvres de quelques-uns, l'Angleterre, à l'heure du règlement de comptes, saura imposer à l'Autriche-Hongrie — au prix de la disparition de cet édifice lézardé — la même reconnaissance des droits primordiaux des peuples que l'on exigera de l'Allemagne vaincue.

Marc Dufaux.

La Serbie et la Bohême

M. E. Benes, secrétaire général du Conseil National des Pays Tchèques, a reçu la lettre suivante :

Monsieur le Secrétaire Général,

En vous accusant réception de votre lettre à la date du 5 courant, je m'empresse de vous transmettre la joie du Gouvernement Royal de Serbie de voir les efforts du Conseil National des Pays Tchèques et Slovaques couronnés de succès. La Serbie salue avec enthousiasme la proclamation des droits de votre nation à l'indépendance par le Gouvernement de la République Française, ainsi que par ceux des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne, non seulement parce que votre noble nation a mérité cette reconnaissance depuis longtemps, ayant toujours, par son esprit démocratique et par les vertus civiques de ses fils, combattu les velléités germaniques de domination et d'asservissement du monde, mais aussi parce que vous avez mené cette lutte à vie et à mort en plein accord avec nos frères yougoslaves soumis au joug des Habsbourg, et qu'avec eux les Tchèques et les Slovaques ont payé l'espoir de meilleurs jours par un martyre sans pareil dans l'histoire du monde.

Unies par le sang versé sur les champs de bataille aux Démocraties libres, alliées pour la défense du Droit et de la Justice, nos deux nations sœurs pourront se vouer à la fin de cette guerre émancipatrice à l'œuvre du Progrès et de la Civilisation et former des membres de la nouvelle Société des Nations, digne de nos grands et généreux Alliés, digne aussi des nobles sacrifices généreusement consentis dans cette lutte gigantesque par les meilleurs fils du genre humain.

Heureux de pouvoir être l'interprète de ces sentiments de mon gouvernement, je profite de cette occasion, Monsieur le Secrétaire Général, pour vous assurer de ma considération la plus distinguée et fraternellement dévouée.

Paris, le 7 juillet 1918.

VESNITCH,
Ministre de Serbie.

« Les espoirs de nos ennemis » ou en quoi espèrent les Bulgares

Tel est le titre d'un article publié par l'« Echo de Bulgarie » le 20 juillet dernier et que nous tenons à enregistrer comme un produit nouveau de la psychologie bulgare. « Les ennemis des Bulgares, écrit l'officieux de Sofia, ce sont les Serbes, les Grecs et les Roumains.

« Si nous n'avions pas eu maille à partir avec eux, nous ne serions jamais intervenus dans la guerre mondiale. Alliés contre nous ils se ruèrent sur nous en 1913 et célébrèrent solennellement à Bucarest notre défaite.

« Ils se rendent parfaitement compte que si les grandes puissances, leurs alliées, ne cessent de nous porter quelque respect cela provient de la conscience qu'on a de la puissance que nous avons manifestée sur les divers fronts et de la vigueur dont nous faisons preuve dans la défense du front sud. Aussi tous leurs efforts ont-ils pour objectif unique de compromettre cette puissance tant aux yeux de leurs alliés que des nôtres. Ils sont profondément convaincus qu'après la prise de position de la Bulgarie aux côtés de l'Allemagne, Anglais, Français et

Italiens ne peuvent négliger les intérêts serbes, grecs et roumains pour ménager les Bulgares et que jamais ces intérêts ne seraient lésés pour nous faire plaisir, mais, au contraire, ce sont bien les nôtres qu'on sacrifierait.

Ce sont là les espoirs dont se laissent bercer nos ennemis. »

Ainsi, d'après ce journal, les Bulgares seraient certains que les Alliés les ménageraient, qu'ils léseraient même les intérêts serbes, grecs et roumains, pour faire plaisir aux Bulgares, et que nous ne devrions pas nous laisser bercer par d'autres espoirs !

Que c'est chic d'être Bulgares, se diront sans doute nos lecteurs. Partout où ils regardent, partout ils rencontrent des sympathies et de l'estime ! Ils n'y a que ces sauvages serbes, grecs et roumains qui s'attaquent continuellement aux bons Bulgares, à cette perle des perles des races... disons humaines parce que les savants bulgares ne sont pas encore au clair à quelle race faut-il rattacher leur peuple. Cela dépend aussi de la victoire, naturellement !

« La seule issue » de M. Zenker

Nous avons parlé dans notre dernier numéro du projet Zenker concernant la Yougoslavie. M. Zenker ne s'oppose pas en effet à l'union des Croates et Serbes — des Slovènes il n'en parle pas — mais il y met la condition que tous les Yougoslaves restent dans le cadre de la Monarchie. Même les deux Etats serbes libres, la Serbie et le Montenegro, devraient, selon Zenker, entrer dans la communauté austro-hongroise.

M. Zenker vient d'émettre maintenant un plan encore plus vaste. Dans le « Berliner Tageblatt » du 9 août il a fait quelques constatations qui confirment tout ce que nous écrivons ici depuis l'apparition de notre journal et que les Slaves d'Autriche-Hongrie ont répété mille fois, à savoir qu'il existe en Europe une *question d'Autriche-Hongrie*, et que la vieille Monarchie traverse une crise qui n'est ni parlementaire ni gouvernementale, mais une crise d'Etat. Voici ce que M. Zenker dit à ce sujet :

« Le nœud de la question, c'est qu'aucun gouvernement ne peut résoudre ce problème autrichien ni ne le résoudra quand même ce gouvernement serait aussi résolu que possible à bien faire ; car il ne s'agit pas d'un problème *gouvernemental*, mais d'un *problème de peuples*. Aucun individu, fût-il un Bismark, un Cavour ou un Gladstone, n'est capable de tracer le plan de la future Autriche, car ce plan ne saurait sortir que d'un *simple accord entre les peuples qui forment l'Autriche*. Aussi est-on nécessairement condamné à échouer dans toute tentative qui consiste à édifier la nouvelle Autriche en partant de l'Autriche centralisée d'aujourd'hui. Les expériences *très riches et très tristes* que l'on a faites avec des essais de ce genre, nous enseignent que les divergences existantes ne font qu'augmenter par l'application de telles méthodes. Les fils de l'entente, à peine repris, se trouvent rompus au bout de peu de temps et les aspirations nationales des peuples croissent, ce qui fait que la Monarchie au lieu de s'approcher du but désiré, s'en éloigne toujours davantage ! »

M. V. Zenker, après avoir fait ces cons-

tatations vraiment instructives et que tous les austrophiles, alliés et neutres, ne devraient pas perdre de vue, surtout M. William Martin, rédacteur au *Journal de Genève*, le défenseur acharné d'une Autriche réorganisée d'en haut, a développé ensuite son plan de transformation de la Monarchie dualiste en une confédération d'Etats indépendants. C'est la première fois, que nous sachions, qu'un personnage politique allemand reconnaît avec franchise que l'Autriche ancienne a vécu et qu'il n'y a pas d'autre solution pour prolonger son existence que de la transformer et de la reconstruire sur d'autres bases. Voilà en quoi consiste son projet qui, s'il était réalisable, pourrait être pris au sérieux.

« Le seul moyen de conserver la paix intérieure au milieu de tous ces bruits de guerre c'est d'arriver à une entente de peuple à peuple sur la base du droit de chacun de disposer librement de son sort, n'ayant d'autre limite que l'existence de l'Autriche comme maison commune dans laquelle tous ces peuples unis par la paix et par l'assistance mutuelle continueraient à vivre et à se développer. Au moment où tous les peuples d'Autriche, les Allemands non exceptés, auraient déclaré qu'ils ne désirent autre chose que le droit de libre disposition dans l'Etat commun, qu'ils renoncent à toute domination sur les autres peuples ou sur une partie quelconque de ces peuples — une déclaration qui devrait recevoir la sanction de la couronne — à ce moment on aurait la base commune et positive sur laquelle on pourrait entrer immédiatement en pourparlers et qui, pour autant que je suis renseigné sur les sentiments dans les différents camps nationaux, serait acceptable pour tous. De cette façon, on aurait obtenu quelque chose qui, jusqu'à présent, sur la base du *statu quo*, paraissait impossible à réaliser : à amener les différents peuples à causer entre-eux sur leur avenir commun. »

M. Zenker demande pour l'Etat commun uniquement les affaires concernant la défense extérieure, la politique extérieure, la politique commerciale et financière, les communications, la législation civile et

pénale. Il est convaincu que les peuples consentiraient volontiers à accorder aux autorités communes la compétence dans ces matières. M. Zenker est très optimiste en ce qui concerne les dispositions des peuples d'Autriche-Hongrie à accepter une telle solution. Voilà ce qu'il dit à ce sujet :

« On peut avoir la plus grande confiance que les peuples d'Autriche, si on les laisse faire eux-mêmes, ne s'en iront pas chacun de leur côté, parce que les nécessités intérieures qui ont conduit au maintien de la Monarchie durant des siècles entiers, se font sentir encore aujourd'hui et peut-être plus que jamais. Les tendances irrédentistes qui paraissent çà et là et qui naissent plutôt par la conscience de la contrainte que par la nécessité réelle d'une séparation, disparaîtront après quelque temps. Si donc les peuples doivent considérer l'Autriche comme leur maison, leur patrie, et leur foyer, il faut leur accorder aussi la possibilité d'arranger cette maison à l'intérieur d'après leurs besoins, leurs goûts et leur volonté. C'est là que réside la plus grande et la plus indispensable renonciation que le gouvernement doit faire s'il veut contribuer à la réalisation de la grande œuvre de régénération. »

Le projet de Zenker est sans doute sérieux en lui-même, ce que l'on constate aussi en voyant les moyens qu'il propose d'appliquer immédiatement pour arriver à une solution dans le sens de ses idées. Il réclame notamment la création immédiate, dans chacune des nations qui forment l'empire d'Autriche, un conseil national provisoire, qui serait considéré comme la seule représentation qualifiée de la nation. Chaque conseil enverrait des délégués à un Congrès général qui s'occuperait de toutes les questions constitutionnelles. « Les peuples, explique M. Zenker, seraient pour ainsi dire détachés provisoirement de la forme d'Etat actuelle. Comme des puissances indépendantes, ils seraient assemblés en un Congrès de la paix autour de la table ronde. »

On ne peut nier que le projet Zenker représente, dans ses grandes lignes, la seule issue possible pour la Monarchie des Habsbourg si elle veut exister après la guerre. Mais cette constatation contient en même temps l'arrêt de mort de l'Autriche-Hongrie, parce que de tous les projets de reconstruction de la monarchie dualiste, le projet Zenker est celui qui est le plus irréalisable. Tout le tragique de la question autrichienne est là. L'Autriche-Hongrie ne peut pas exister autrement que basée sur la prépondérance de l'élément allemand et magyar. C'est uniquement à cette condition que l'Allemagne peut souffrir dans son

voisinage une puissance continentale telle que la Monarchie des Habsbourg. Du moment que l'Autriche-Hongrie perdrait ce caractère pour devenir une fédération où les Allemands seraient en minorité, ceux-ci demanderaient les premiers à se séparer d'une telle fédération artificielle et à s'unir à leur métropole, l'Allemagne.

Quant aux Magyars, leur idéologie est encore plus éloignée d'une telle combinaison. Les Magyars n'admettent pas même une séparation de la Croatie, Slavonie, Dalmatie ou bien de la Bosnie-Herzégovine, pays où il n'y a pas un Magyar. De la Hongrie proprement dite où les Magyars sont en minorité, ils ne veulent pas parler, et c'est là que les peuples sont le plus exposés à l'oppression et à la dénationalisation.

Si l'on forçait les Magyars à abandonner les terres d'autrui et à se concentrer dans un Etat purement magyar, ne contenant que des ressortissants magyars, on pourrait former une fédération dans le sens de Zenker, mais une fédération dont les membres ne chercheraient que la première occasion pour se séparer et vivre leur vie indépendante. Quiconque connaît un peu les Magyars sait fort bien qu'ils ne consentiraient jamais à lâcher leur proie, sans être directement forcés, par les armes, à se dessaisir des biens d'autrui. M. Zenker s'en doute bien, et c'est pourquoi il propose de réaliser d'abord la fédéralisation de l'Autriche seule, laissant la transformation de la Hongrie pour plus tard, une méthode impraticable en tout cas, vu les problèmes tchécoslovaque et yougoslave qui touchent aussi bien l'une, que l'autre moitié de la Monarchie des Habsbourg.

Quant aux peuples slaves, ils auraient à dire eux-aussi leur mot, s'ils veulent rester dans la Monarchie même fédéraliste. M. Zenker fait preuve d'un grand optimisme lorsqu'il suppose que les peuples slaves et latins seraient heureux de pouvoir vivre dans une Autriche réorganisée. Ils seront, en tout cas, très heureux d'obtenir leur indépendance complète. Pour tout le reste, il faut leur laisser leur pleine liberté, et nous ne voyons pas quel intérêt aurait l'Europe à forcer plusieurs peuples disparates, et ayant des tendances opposées, à vivre ensemble dans un tout artificiel.

« La seule issue » de Zenker, c'est le verdict de mort porté contre la Monarchie des Habsbourg. C'était bien le temps de voir les Allemands devenir plus intelligents et juger la situation de l'Autriche-Hongrie telle qu'elle est. Pour les peuples martyres, de telles confessions sont la meilleure preuve que le moment de leur libération approche.

L. M.

Les Magyars exproprient les allogènes

C'est avec une énergie fébrile que les Magyars poursuivent la magyarisation forcée des peuples non-magyars. Ils ne connaissent aucun obstacle pour arriver à ce but. La justice, le droit de l'homme, sont tout à fait négligeables quand il s'agit de la création de « l'Etat national magyar ». La dernière invention magyare dans ce domaine concerne l'existence matérielle des peuples non-magyars. Jusqu'à présent, les Magyars poursuivaient leur politique de magyarisation par l'exclusion des peuples allogènes de tous droits politiques et par l'éducation magyare forcée des enfants non-magyars. Mais tout cela ne donnait pas les résultats désirés. L'interdiction aux enfants non-magyars d'apprendre à lire et à écrire dans leur langue maternelle ne parvenait pas encore à extirper le sentiment national de ceux-ci. Ils s'obstinaient à demeurer fidèles aux traditions des aïeux. En face de cette situation, les Magyars ne désarmaient point. Aujourd'hui ils veulent déposséder tous ceux qui n'embrassent pas la seule et unique idée magyare, qui suivant les Magyars a seule le droit d'exister en Hongrie.

Ne pouvant pas épanouir leurs forces créatrices dans la vie publique de l'Etat, les peuples allogènes ont mis toute leur énergie dans l'activité économique. Ils achetaient et cultivaient des terres, ce que ne pouvait leur interdire aucune loi humaine. Grâce à leurs capacités et à leur endurance, les peuples non-magyars devenaient chaque jour plus forts économiquement. Plus ceux-ci devenaient forts, plus les Magyars, habitués à jouir du travail d'autrui, se sentaient affaiblis. Aussi un danger visible menaçait d'en bas l'œuvre magyare, bâtie à l'aide de moyens politiques.

Le branle-bas a été donné par les patriotes vigilants et le gouvernement — que ce soit celui de Tisza ou de n'importe quel autre — saisissant l'occasion que lui offrait la cohue de la guerre, s'empressait de mettre « l'avenir magyar » sur des bases solides. Ainsi naquit l'idée que les maîtres en cette matière, les Allemands, pratiquent sans grand succès en Pologne, c'est-à-dire l'expropriation forcée des biens des populations autochtones non magyares, et la colonisation à leur place des purs Magyars.

Cette mesure inique et incompréhensible aux civilisés, tendant à empêcher aux citoyens séculaires de posséder des biens immobiliers, parce qu'ils n'appartiennent pas à la race régnante, remplit à juste titre chaque être humain d'horreur et d'indignation. Cependant la race édue des Magyars n'y voit aucune injustice. Toute action, toute mesure, si inhumaine et injuste soit-elle, leur paraît appropriée si elle est capable d'assurer la domination intangible des Magyars.

L'idée de l'expropriation et de la prohibition d'achat des biens appliquées aux citoyens de race non-magyare date de longtemps. Quand les Allemands ont voté au Parlement prussien la loi d'expropriation des biens des Polonais, des Magyars applaudirent à ce grave attentat aux droits naturels de l'homme et le qualifièrent de haut fait, de sagesse politique et en demandèrent l'application en Hongrie. Pendant la guerre le moment paraissait propice à l'exécution de ce vœu. Encore sous le gouvernement Tisza — naturellement après que le danger russe et roumain eût cessé

d'être suspendu au-dessus de la Hongrie — le ministre Ghillanyi se préparait à déposer au Parlement le projet de loi conçu dans ce sens. Sous le ministère Esterhazy, le ministre de l'Agriculture Mezössy l'a mise en vigueur sous forme d'ordonnance gouvernementale. Et le ministre Serenyi, du ministère Wekerlé, veille actuellement à son exécution efficace. Cette ordonnance qui s'étend sur toute la Hongrie, exige que tout achat et vente des biens immobiliers soit soumis à une délégation gouvernementale spéciale, de qui dépend la validité des contrats. L'approbation des contrats est refusée au cas où l'affaire se fait entre un Magyar et un non-Magyar. Ce principe est rigoureusement observé et jusqu'à présent l'approbation n'a été accordée à aucune transaction où l'acheteur était de race non-magyare. Outre la prohibition d'achat, le gouvernement se réserve le droit d'exproprier par force certains biens immobiliers qui lui semblent nécessaires pour la colonisation des Magyars.

Parmi d'innombrables violences que les Magyars commettent avec désinvolture, nous avons tenu à citer celle-ci, qui éclairera mieux la mentalité des gens à qui l'Europe a permis de gouverner jusqu'à présent dix millions d'hommes condamnés à se voir chassés de leur patrimoine séculaire. Quant à nous, nous ne sommes pas trop émus de ces violences, parce que nous avons la conviction ferme que les démocraties occidentales sauront trancher la question de Hongrie et alors toutes ces « réformes » de saveur magyare ne seront que le souvenir d'un cauchemar qui a vécu.

L. P.

La propagande bulgare en Suisse

Dans la « Nation » du 10 août, M. Debrit invite les Suisses d'aller en Bulgarie et en Turquie pour s'assurer sur place de la confiance et de la considération dont la Suisse jouit dans ces beaux pays. « Nous pouvons leur donner l'assurance, écrit M. Debrit, que les plus fougueux d'entre eux seraient reçus avec sympathie, car on leur pardonne d'avance leur maladresse et leurs écarts en raison de leur ignorance des choses d'Orient ». Et M. Debrit ajoute : « La Suisse peut, si elle le veut, et ce serait presque un devoir pour elle, être l'éducatrice de tous ces peuples ».

Nous comprenons l'amour si passionné des Bulgares et des Turcs envers la Suisse, mais nous sommes aussi certains que les vrais Suisses le comprendront également et qu'ils ne se laisseront pas bernier par ces manœuvres maladroitement. Le journal bulgare, la « Kambana », est plus explicite que la « Nation ». Il écrit en effet dans son numéro du 23 juillet que la propagande bulgare en Suisse n'a pas encore réussi à gagner la presse romande pour la cause bulgare, pour la vérité. Cette presse publie toujours, affirme la « Kambana », des mensonges. « Il y a cependant, dit la « Kambana », à Genève, un seul journal objectif et indépendant, c'est la « Feuille ». C'est dans ce journal que nous pourrions pour le moment placer nos articles en faveur de la justice et de la vérité ».

FEUILLETON

Le régime de la navigation sur le Danube

LE RAPPORT

à la Conférence internationale parlementaire du commerce

PAR

Drago Yoksimovitch, député serbe

Les voies naturelles ont exercé, comme il est bien connu, depuis les temps les plus reculés, une influence considérable sur le développement des relations commerciales entre les peuples de toutes les parties du monde. La Serbie, n'ayant pas eu d'accès à la mer, cette circonstance s'était toujours fait lourdement sentir dans sa vie économique.

Il serait superflu de vous entretenir de l'histoire des voies fluviales. Surtout je n'aurai aucun besoin de parler longuement sur ce thème devant une assemblée, dont les membres sont parfaitement au courant de toutes les questions touchant le commerce en général.

Le but que je me suis proposé est beaucoup plus modeste et consiste simplement à attirer votre attention sur les graves injustices qui ont toujours été commises en ce qui concerne la navigation sur le Danube, et de vous prier de rechercher une solution qui sauvegarderait à l'avenir tant les intérêts des petits peuples balkaniques, que ceux des grandes puissances occidentales.

Comme vous le savez, on a commencé à porter de l'intérêt à la question de la navigation fluviale depuis

que la Convention Nationale en 1792 a restauré le principe de la liberté des eaux fluviales navigables.

Sous l'inspiration des idées modernes le Traité de Vienne de 1814 avait posé les bases fondamentales du régime de la navigation sur le Rhin, les premières dans ce genre de conventions internationales. On y prévoyait l'extension de ces clauses aux autres fleuves navigables, mais c'est seulement plus tard, en 1856, par le Traité de Paix de Paris que la navigation sur le Danube reçut une première solution.

Avant cette époque la navigation sur ce fleuve se faisait en vertu des conventions locales, conclues entre les pays les plus intéressés, tels que la Russie, l'Autriche et la Turquie, dont la frontière d'alors longeait en grande partie le Danube.

Tombant dans le domaine de cette partie de la politique orientale, dans laquelle la Russie et l'Autriche tendaient à mesurer leurs forces réciproques, le Danube se trouvait tantôt sous l'influence de l'une, tantôt de l'autre de ces deux puissances concurrentes, suivant les privilèges momentanés que leur accordait la Turquie.

La plus importante parmi les conventions de ce genre, conclues entre la Russie et l'Autriche, a été celle de 1840 qui traitait la question de la régularisation du bras danubien Soulina, afin de faciliter la communication du Danube avec la mer Noire.

Cette convention est d'autant plus importante que, par suite des désaccords entre la Russie et l'Autriche sur la demande de cette dernière, ses dispositions ont dû être introduites dans le Traité de Paix de Paris en 1856.

C'est ainsi que la question du Danube devint pour la première fois l'objet des préoccupations des puissances européennes.

Ce Traité de 1856, prévoyait deux commissions. La Commission Européenne, dont faisaient partie les grandes puissances d'alors, devait prendre soin de l'embouchure du Danube et la Commission Danubienne des Etats rive-

rains, formée par l'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg et la Turquie avec les principautés suzeraines d'alors, la Serbie et la Roumanie, était chargée d'élaborer le règlement de navigation et de police fluviale, ainsi que d'écarter les empêchements à la navigation de toutes les natures.

L'Autriche était représentée dans toutes les deux commissions.

Etant donné l'existence du Règlement sur la navigation du Rhin, il était très facile d'élaborer celui du Danube, puisque les mêmes principes devaient être maintenus. Mais l'Autriche ayant manifesté, dès le début des pourparlers, son intention de rester maîtresse absolue du Danube, tout échoua.

La Commission riveraine s'est réunie à Vienne, en 1857, où fut signé l'acte de navigation, par lequel le cabotage devait appartenir uniquement aux Etats riverains. On aurait pu croire que l'Autriche voulait par-là protéger aussi les intérêts des petits pays balkaniques. Au contraire, ce fut un manège habile de l'Autriche qui, en vérité, se réservait la part du lion, car elle seule possédait en ce moment une société de navigation à qui elle voulait assurer l'avenir avec le concours de l'Europe occidentale.

Son intention a été dévoilée à temps, et comme le règlement devait être soumis à l'approbation des puissances signataires du Traité de Paris, celles-ci refusèrent leur consentement à la Conférence de Paris en 1858.

En 1866, à la Conférence internationale de Paris, la question du Danube s'est présentée pour la deuxième fois devant l'Europe, mais cette fois-ci non plus elle n'a pas été définitivement tranchée par la faute de l'Autriche. Car, en effet, l'Autriche n'avait aucun intérêt à faire aboutir les pourparlers puisque c'est la société de navigation sur le Danube fondée déjà en 1830 à Vienne qui avait le privilège exclusif des services de communication sur le Danube n'étant menacée d'aucun concurrent.

La solidarité nationale des Yougoslaves

par Yovan BAGNANINE, membre du Comité Yougoslave

Les grandes journées de victoire et de gloire des armes serbes en 1912 et 1913 ont rempli d'envie et d'admiration l'âme du peuple serbe, croate et slovène tout entier. Une allégresse sans partage s'est répandue jusqu'aux extrêmes limites où atteignent les trois noms de notre peuple. Un sentiment de fierté, de dignité, plus puissant que jamais, gonfla la poitrine de tout honnête Serbe, Croate et Slovène. La Serbie parut dans toute sa gloire combattive devant les trois souches de notre peuple. Celui-ci la vit, pleine de hardiesse et de courage, se mettre à la tête du grand mouvement de délivrance. Une conscience rajeunie régna sur toutes les régions, toutes les classes de notre peuple. Les agents étrangers essayèrent vainement d'étouffer dans son germe la création de cette large conscience. La foi dans sa force et dans son avenir avait dispersé les préventions et les doutes obscurs, qui auparavant, après tant de défaites et de coups subis, avaient créé une atmosphère d'abattement. De belles idées commencèrent à donner à la vie et à l'énergie nationales un nouveau sens, un nouveau but, un nouvel élan!

Ces pensées n'étaient cependant ni nouvelles, ni inconnues. Sans remonter jusqu'aux précurseurs, ces pensées apparurent sous une forme encore confuse, il est vrai, au premier jour du réveil de la conscience de race dans les masses populaires. Depuis lors, elles ne s'éteignirent jamais; elles couvaient dans l'âme du peuple, même lorsque le cours des temps et des événements ne leur permettait pas de prendre feu. Ce furent ces idées qui, en 1848, donnèrent au peuple le courage d'accepter la lutte sanglante imposée par le caprice brutal des Magyars, lutte qui, malheureusement, par un lâcheux concours de circonstances, a servi les intérêts de notre ennemi juré, de la maison des Habsbourg.

L'époque du prince Michel Obrenovitch a été éclairée par les idées de l'unité nationale et dans tous nos pays commencèrent à s'éveiller les espoirs d'un avenir de liberté du peuple entier. Mais ces espoirs s'envolèrent brusquement l'un après l'autre, et c'est ainsi que s'anéantirent les beaux rêves de liberté et d'union nationale. L'habitude assez générale d'accuser de son mauvais sort celui qui nous touche de plus près, a provoqué aussi au sein de notre peuple une lutte intérieure opiniâtre et une animosité agressive. L'ennemi pour qui cette lutte était la bienvenue, aggravait habilement les dissensions et excitait davantage les haines. Les questions intérieures et banales allaient tout entraîner dans le gouffre des féroces querelles, n'épargnant pas même les choses, les sentiments les plus sacrés et les plus chers. Le côté le plus douloureux de cette lutte fâcheuse était de voir s'y engager les gens auxquels nul ne pouvait contester des intentions et des tendances pures, sincères et patriotiques. Sous le couvert de leur réputation et de leur dignité, l'étourderie et l'aveuglement eurent pendant longtemps le dessus. Mais même cette époque trouble, pleine d'amertume et de dépit, n'a pu étouffer complètement l'idée de l'unité de notre peuple; elle avait constamment ses apôtres et ses champions. Les anciens défenseurs de l'idée nationale, que les clameurs effrénées avaient réduits au silence pendant quelque temps, parvinrent pourtant à la remettre comme un legs aux générations plus jeunes. Dans les moments les plus difficiles, cette idée trouvait refuge dans les pépinières de notre civilisation, dans la science, dans la littérature et dans les beaux-arts. Il arriva parfois que ces temples de la vie nationale supérieure entendirent avec plus ou moins de force les cris discordants venus de la rue, mais, très vite, ils disparaissaient, ne trouvant là aucun écho.

Avec l'avènement au trône du roi Pierre, nous trouvons l'idée de l'union des Serbes-Croates et Slovènes renforcée et renouvelée. Les passions enflammées, à Zagreb, en 1902, alimentées cette fois aussi par l'étranger, n'ont pu obscurcir la vue de la plus grande partie de notre peuple. Ses yeux commençaient à s'ouvrir. C'est pourquoi l'année 1903 a pu être l'aurore des jours plus sereins. La Serbie, régénérée par sa délivrance intérieure, commença à réveiller les âmes les plus endormies. Les arts et la littérature marquaient cette époque de leur impérissable beauté.

Et le messager le plus hardi des espoirs réveillés fut la jeunesse nationale. Les victoires de 1912-13 étaient finalement le symbole le plus puissant des grands temps qui allaient venir.

C'est ce que notre peuple tout entier a senti. Mais l'ennemi implacable de notre avenir, la monarchie des Habsbourg, l'a senti elle aussi, dès les premiers jours de la renaissance de la Serbie. L'Etat dans lequel plus de sept millions de Serbes-Croates et Slovènes gémissaient sous le joug des Allemands et des Magyars, regardait de mauvais œil ce puissant réveil de la conscience nationale et ce splendide relèvement de la Serbie, vers laquelle tout le peuple serbe, croate et slovène dirigeait ses regards pleins de désir d'union. C'est là que se trouve le motif des persécutions et des violences dirigées alors contre notre peuple, dans toutes les régions. C'est ce qui a amené aussi, en 1908, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Et lorsque en 1912-13, la Serbie venait de s'immortaliser par la gloire, l'Autriche-Hongrie n'attendait que le moment favorable pour l'anéantir au plus vite possible. Elle s'est aperçue de l'enthousiasme que la Serbie inspira au peuple serbe, croate et slovène tout entier. Elle a compris ce qu'il adviendrait si cet enthousiasme s'emparaient de toute la vie nationale, si l'empoiement momentanée se transformait en un mouvement unique de résistance et de défense du peuple contre le gouvernement étranger et contre sa tyrannie. Voilà pourquoi la Monarchie voulait, coûte que coûte, briser la Serbie et anéantir sa force attractive pour les Serbes, Croates et Slovènes qui se trouvent sous la domination des Habsbourg. Elle espérait ainsi détruire aussi l'idée de l'union nationale des Serbes, Croates et Slovènes. C'est dans ces deux directions que fut orientée, avant la guerre, toute la politique de l'Autriche-Hongrie contre les Yougoslaves; c'est dans ce but-à qu'elle provoqua cette terrible guerre. L'immense projet était de se servir de la foule inconsciente et égarée, excitée par les agents spécialement payés à cet effet, afin d'amener le peuple à mettre fin lui-même et une fois pour toutes à cette idée salutaire par une lutte fratricide et un anéantissement mutuel.

On ne procéda pas partout de la même manière. Dans chaque pays on recourait, selon les besoins, à différents moyens. Tandis qu'en Dalmatie, par exemple, les meilleurs patriotes croates furent emprisonnés ou pris comme otages avec les Serbes, en Croatie on faisait son possible pour représenter les violences de l'Etat comme un produit du sentiment croate outragé. L'Etat a commis toute une série d'abominables crimes et les agents salariés crièrent à gorge déployée que c'était l'œuvre du peuple croate. A Zagreb, par exemple, tout le monde a pu constater que les individus obscurs, issus de la plus basse couche de la société, commettaient, sous les auspices de la police et du commandement militaire, les crimes d'incendie, de pillage, de banditisme et de vol. Les mercenaires du parti de Frank, qui étaient les chefs visibles de toute cette action criminelle, furent chargés de la présenter comme l'expression de la colère patriotique des Croates. La chasse aux insignes et aux reliques serbes était glorifiée officiellement comme une victoire du croatisme. Les journaux, qui avaient encore la permission de paraître, ont dû, conformément à l'ordre de la police et du commandement militaire, écrire dans le même sens. Le vrai patriotisme et la vraie conscience nationale ont dû se taire devant la menace des gâbles. Ainsi, le peuple devint la victime d'une rage officiellement organisée. Dans le chaos général, la police a su détourner l'attention du monde du fait qu'un nombre considérable d'éminents et honnêtes Croates avait été emprisonné et une vraie chasse organisée contre la meilleure jeunesse, jeunesse croate. A côté de la presse serbe entièrement étouffée, plusieurs journaux croates furent suspendus et dissous, plusieurs institutions purement croates. Ce que les autorités d'Etat ne pouvaient pas accomplir, les Croates et les Serbes devaient le consommer par un anéantissement mutuel. Et lorsqu'ils auraient été épuisés, impuissants,

alors on eût gardé la main libre en ce qui concerne les Slovènes isolés. Voilà quel fut le projet de la politique habsbourgeoise d'extermination des Yougoslaves.

La première résistance à ce plan se manifesta là où le pouvoir des Habsbourg et les violences des Allemands et des Magyars ne pouvaient pas s'exercer. Les Serbes, Croates et Slovènes en exil ont vu dans toute son horreur l'énorme danger qui menace leur existence. La lutte contre ce danger les a unis et les a mis au service de l'idée de la délivrance et de l'union nationales. Cette cause fut immédiatement embrassée par ceux qui, chassés de leurs foyers par la monarchie des Habsbourg et dispersés partout, se trouvaient loin de la patrie. Ils furent les premiers à se rendre compte de la grandeur de cette idée, car ils avaient éprouvé par eux-mêmes combien de leurs malheurs avaient pour cause l'Etat habsbourgeois. A eux s'associèrent de nombreux fils de notre peuple qui avaient jeté les armes, ne voulant pas combattre dans les rangs de leurs propres ennemis. Des légions entières de vaillants combattants furent formées par ces exilés qui se constituèrent en vengeurs de la dignité foulée et outragée du peuple et de l'humanité.

La patrie seule se faisait pendant tout ce temps, car elle se trouvait dans l'impossibilité de parler. Ce ne furent que quelques voix isolées qui ont pu parvenir jusqu'à elle pour la renseigner sur le mouvement national au dehors. Chaque nouvelle fut accueillie avec joie comme un rayon de soleil. Mais bientôt vint le moment où la patrie, elle aussi, put faire entendre sa voix. Après la révolution russe, l'Autriche n'osa plus empêcher les représentants du peuple d'exprimer les désirs du peuple. Le Reichsrat de Vienne a dû être convoqué. L'ouverture du Reichsrat a trouvé les Slovènes, les Croates et les Serbes prêts aussi dans la patrie pour engager la grande lutte en faveur de l'union et de la liberté nationales. Tous s'unirent dans le « Club Yougoslave », au Reichsrat, et montrèrent ainsi au monde entier comment il faut agir et lutter.

Le premier acte des Yougoslaves dans la Monarchie fut la déclaration, du 30 mai, dans laquelle on souligne comme l'essentiel du programme national yougoslave, la création d'un Etat indépendant des Slovènes, Croates et Serbes, libre de toute domination d'un peuple étranger. Il est vrai que la déclaration dit que cet Etat devra se former « sous le sceptre des Habsbourg », mais immédiatement après vient l'explication qu'il ne s'agit là que du programme minimum. En d'autres termes, la déclaration dit tout ce qu'elle a pu dire, mais elle n'a pas tout dit. Le peuple l'a compris et nos ennemis l'ont compris également. Dans les déclarations ultérieures la réclamation d'un Etat indépendant se répète constamment sans que l'on ajoute la dite réserve.

Le vrai sens de cette déclaration fut précisé par l'action politique du Club Yougoslave. Ses membres, dans leurs nombreux discours, ont accusé avec un courage sans égal l'Autriche-Hongrie des crimes inhumains dont se sont rendus coupables les organes de la Monarchie envers les Serbes, Croates et Slovènes. Tous ces discours, par leur éloquence extraordinaire, nous assurent que pour l'Autriche-Hongrie, il ne peut y avoir de place parmi les Etats civilisés. Lorsque l'Autriche-Hongrie eût mis tout en œuvre pour faire dévier la révolution russe et saper ses bases par les pourparlers de paix, le Club Yougoslave fit son possible pour représenter la Monarchie des Habsbourg dans sa réalité, c'est-à-dire comme un Etat dont l'existence est une flagrante contradiction avec le droit de tant de peuples de disposer d'eux-mêmes. Le Club Yougoslave réclame d'une façon catégorique pour les Serbes, Croates et Slovènes le droit illimité de disposer de soi.

La direction politique adoptée par le Club Yougoslave a trouvé la parfaite approbation du peuple et elle s'est transformée en un véritable mouvement national. Le parti de Startchevitch en Croatie a prêté à ce mouvement un appui particulier en prenant pour la première fois, comme programme et but de son action, l'union

nationale des Serbes, Croates et Slovènes. Vienne et Budapest voyaient avec colère le développement de ce mouvement. Ils reprirent la menace des potences nouvelles et des casemates, et lorsque cette menace se montra impuissante, l'Autriche mit en branle l'essai de ses agents anciens et éprouvés qui devaient la seconder dans sa tâche. Stadler à Sarajevo, Sustertchitch à Lyoubiana, les partisans du parti de Frank à Zagreb eurent pour mission de défaire et d'embrouiller les rangs harmonieux du peuple. Cependant, ces espoirs aussi furent déçus. C'est précisément à l'occasion de ces intrigues sur commande que fut organisée pendant un vote public une énergique manifestation en faveur de l'union nationale, et du droit de libre disposition des Serbes, Croates et Slovènes. De tous les côtés retentissait la voix puissante de la volonté nationale irrésistible; secouer le joug étranger et s'unir. Les ennemis de notre liberté et leurs agents ont bien compris l'importance de ce mouvement et poussés par la colère, ils se mirent à affirmer que la Déclaration du 30 mai 1917 n'est qu'un programme apparent pour les autorités d'Etat, et que le vrai programme de cette politique c'est la Déclaration de Corfou. Aucun Yougoslave ne protesta contre cette interprétation. Au contraire, la « Hrvatska Drzava » écrivit juste à ce moment que la Déclaration du 30 mai est en effet un programme national provisoire. Cette même pensée a été aussi confirmée par les derniers événements de Zagreb.

En quoi consistent la force et la grandeur du mouvement yougoslave? Elles consistent en ce que l'idée de l'union nationale des Serbes, Croates et Slovènes est lancée et défendue aussi résolument par le peuple, au moment même où la Monarchie des Habsbourg emploie toute sa ruse et tous ses moyens à la faire disparaître encore pendant la durée de la guerre, provoquée précisément dans le but d'enrayer le développement de cette idée. L'ennemi du peuple de 1912 et 1913 provenait sans aucun doute des mêmes sentiments. Aujourd'hui, cependant, ce mouvement a une plus grande portée, parce qu'il est le produit d'un martyre sans pareil et apparaît dans un moment où les esprits faibles pourraient plutôt être tentés de fléchir en face d'un avenir qui paraît sans espoir. La Serbie est toujours écrasée, l'ennemi se sent en sa pleine force, car il assiste à la capitulation de la Russie désorganisée. Mais même dans un tel moment, notre peuple ne se laisse pas ébranler et il lève son front martyrisé et serain, quand même, et en serrant ses rangs, il brave intérieurement l'ennemi, juste au moment où celui-ci se croit vainqueur. L'idée de l'unité nationale n'apparaît pas ici pour être fêtée par des phrases pompeuses dans les instants de gloire et de loisir. Elle se présente pour démontrer au monde entier la volonté inflexible de notre peuple et sa foi dans l'avenir. Elle est le message des luttes après tant de souffrances incomparables. Le parti de Startchevitch ne proclame pas l'union avec les Serbes dans une époque où il a pu s'attendre à des ovations et à des parades de la part des Serbes, mais il le fait à un moment où le nom de Serbe est considéré en Autriche-Hongrie comme un crime contre l'Etat. Tressitch-Pavitchitch, Koj rochets, Ravnihar, Spintchitch, Biankini, Hribar et autres ne lèvent pas leurs voix pour recueillir les applaudissements frénétiques d'auditeurs enthousiasmés, mais en s'exposant par là aux plus extrêmes dangers ils élèvent leur voix puissante en accusateurs intrépides des tyrans de leur peuple. Les souffrances des Serbes ne leur font pas moins de mal que celles des Croates et des Slovènes; les douleurs et les souffrances endurées et senties en commun, ont uni les Serbes, Croates et Slovènes dans une unique pensée et dans une unique aspiration. C'est là que réside la grandeur morale de ce mouvement. Dans le passé aussi, l'idée de notre union a su supporter différentes luttes et attaques. Aujourd'hui, elle est arrivée à sa renaissance, trempée par de dures épreuves. Jamais aucun peuple n'a manifesté d'une façon aussi splendide sa solidarité et son unité. Jamais la noblesse de l'âme de notre peuple n'est apparue d'une façon plus complète.

Le Danube subit le même sort à la Conférence internationale de Londres en 1871.

La question du Danube resta en suspens jusqu'au Congrès de Berlin de 1878 où elle a été soulevée pour la quatrième fois et où elle reçut une solution déterminée. D'après l'article 55 du Traité de Berlin la Commission Européenne était chargée d'élaborer le règlement de navigation en collaboration avec les délégués des Etats riverains, mais, comme on n'avait pas précisé qui devait le mettre en exécution, ni qui devait en observer l'application, des nouvelles difficultés et des conflits éclatèrent.

L'Autriche avait élaboré d'abord toute seule un règlement, qui fut rejeté par la Commission Européenne comme nuisible aux intérêts des autres riverains. Ensuite, une Sous-Commission composée de délégués d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie a mis au point un autre règlement, mais celui-ci fut attaqué vivement par la Roumanie et la Serbie vu qu'il réservait à l'Autriche la surveillance d'une portion du Danube où elle n'était pas riveraine.

L'Autriche ayant déclaré ne vouloir accepter aucun autre règlement, celui-ci fut tout de même approuvé, malgré l'opposition tenace que la Roumanie et la Serbie continuaient de lui faire, par les puissances signataires du Traité de Berlin à la Conférence internationale en 1883, que l'on avait réunie pour la cinquième fois dans le but de régler les désaccords survenus. La Serbie et la Roumanie étaient admises à cette Conférence seulement à titre consultatif, c'est ce qui explique que leurs protestations, basées sur le fait que le Danube formait en grande partie leur frontière, sont restées vaines.

Comme vous voyez, Messieurs, la navigation sur le Danube a été, depuis qu'elle a revêtu un caractère international, le sujet de conflits constants, de sorte que l'on peut dire qu'un accord n'a jamais existé entre les pays intéressés.

En un mot, le régime du Danube jusqu'à la guerre mondiale a été tout à fait arbitraire.

En effet, le cours du Danube supérieur compris entre Ulm et Orchava a été constamment sous la domination austro-allemande et contre toute justice. Pour s'en convaincre, il suffit de constater que le Danube traverse l'Allemagne sur une très faible étendue, sur une étendue un peu plus longue en Autriche et arrose dans le plus grand développement les pays habités par les éléments serbes, tant du Royaume indépendant que ceux qui attendent leur délivrance. L'Autriche et l'Allemagne avaient réglé entre elles toutes les questions concernant la navigation de façon que le cabotage de fait leur a été réservé. La Serbie a été réduite à n'exercer réellement le cabotage que sur sa propre rive.

Il serait utile de citer, à titre documentaire, les difficultés qu'a eu à surmonter la société de navigation serbe pour obtenir de l'Autriche l'autorisation d'aborder avec ses bateaux à la petite ville serbe de Zemun sur le territoire autrichien en face de Belgrade. Cette présentation si minime n'avait rencontré aucune bienveillance de la part de l'Autriche et la discussion même a dû être transportée sur le terrain diplomatique. Le différend fut tranché de telle sorte que les bateaux autrichiens et serbes faisaient le service à tour de rôle.

Le Danube moyen est compris entre les cités d'Orchava et de Braïla avec comme Etats riverains entre autres la Roumanie et la Serbie. Cette partie renferme les Portes de Fer, où le lit de fleuve est plein de rochers qui émergent à la surface de l'eau et ont toujours constitué un grand danger pour la navigation.

Le Congrès de Berlin chargea l'Autriche, sur sa demande, de débarrasser la navigation des dangers qui la menaçaient en perceant le canal à travers les Portes de Fer, tandis que les autres Etats riverains, auxquels d'après les principes de droit public appartenait le droit d'exécuter ces travaux, ont été soumises uniquement à l'obligation

de faciliter à l'Autriche l'accomplissement de cette entreprise. Il est facile à comprendre qu'un privilège aussi exorbitant a pu être accordé à l'Autriche quand on songe que c'est Bismarck qui au Congrès de Berlin était le maître tout puissant. L'Autriche rétrocéda ensuite ses droits à la Hongrie, qui, le canal terminé, l'ouvrit à la navigation en 1899.

Il est important de noter que ce canal a été construit sur le territoire du Royaume de Serbie.

(A suivre.)

UN HÉROS : Mirko BÉGOVITCH

Il y a à peine deux mois que ce jeune Monténégrin, plein d'ardeur et d'enthousiasme, tomba glorieusement en combattant contre les forces autrichiennes qui avaient envahi le Monténégro. Les nombreuses compagnies des Monténégrins révoltés qui parcourent actuellement le pays en protégeant la population restée sans défense contre l'oppression de l'invasisseur aussi bien que la mort héroïque des chefs de ces bandes sont autant de protestations contre la capitulation officielle.

Dès son jeune âge, feu Bégovitch se distingua pour ses idées avancées et son esprit ouvert en embrassant la cause de l'unité nationale à laquelle il se voua tout entier. Il participa à toutes les guerres balkaniques comme volontaire de l'armée serbe et s'y distingua particulièrement. Il est mort comme un héros, donnant sa vie à son peuple qu'il a tant aimé.

P. B.

Au pays de la mort. — L'article « Martyre de la Serbie », publié dans notre dernier numéro, a été extrait du livre émouvant de M. Vallotton, « Au pays de la mort », que nous tenons à recommander le plus chaudement à nos lecteurs.

L'idée de notre union a déjà passé par plusieurs phases. Il y a longtemps qu'on avait parlé de notre union spirituelle et intellectuelle. Cette idée a produit plusieurs mouvements organisés. Certaines générations ont déjà rêvé d'un avenir commun. La lutte politique, dans certains de nos pays a été inspirée et renforcée par cette idée. Mais aujourd'hui elle est devenue d'une plus grande importance. Au moment où l'ennemi croyait appréhender la mort de notre idée nationale, elle a reçu de nouvelles forces vitales. Elle est devenue l'idée d'Etat de notre peuple entier.

Elle est assez forte pour servir de base à l'édifice que bâtit la volonté organisée des Serbes, Croates et Slovéniens unis. Aujourd'hui tout le monde peut voir que la Serbie ne s'adonnait pas aux fantaisies lorsque, en 1914, elle déclarait lutter pour la délivrance et l'union de notre peuple. Chacun sait maintenant que les émigrés yougoslaves expriment le fond de l'âme de notre peuple entier. C'est pourquoi la Serbie et les émigrés yougoslaves peuvent continuer leur travail, certains de n'apporter à la patrie délivrée rien que le peuple n'ait compris et accepté. En rentrant dans notre patrie, nous reviendrons parmi les nôtres et les nôtres nous comprendront. Aussi bien nous ont-ils déjà compris.

Les catholiques et l'union yougoslave

Nos ennemis, après avoir épuisé d'autres arguments invoqués par eux contre notre unité nationale, s'efforcent de prouver que la différence de religion chez les Serbes et Croates est un obstacle sérieux à l'unification nationale des Yougoslaves.

Nous publions ici quelques documents sur les sentiments des catholiques yougoslaves.

Dans la « Hrvatska Drzava » (Zagreb) du 3 juillet, l'évêque catholique de Krk (Dalmatie), M. Mahnić, a répondu aux attaques autrichiennes dirigées contre les catholiques et leurs chefs spirituels :

« Avant tout, écrit M. Mahnić, nous devons faire remarquer à la « Neue Oesterreich » que nous catholiques du Sud, nous nous sommes mis en marche depuis longtemps vers la Yougoslavie ».

Dans la suite, M. Mahnić expose que la question yougoslave a pris corps depuis longtemps :

« Elle existait au temps de l'illyrisme. De même en 1848. En général, l'idée yougoslave a été toujours cultivée dans nos milieux patriotiques. C'est depuis l'an 1867 que nous avons une académie yougoslave. Le programme politique de feu Strossmayer est yougoslave. De tous temps la Yougoslavie eut parmi nous de fidèles partisans, de braves soldats. Son armée, après l'appel de la déclaration du mois de mai, a commencé à se former.

« On dit que nous, chefs du mouvement catholique du Midi, nous marchons sur la commande du Grand Orient, parce que dans notre programme politique et celui des « déserteurs orthodoxes serbes » du pacte de Corfou, il y a des points qui se touchent. Etant donné que ces « déserteurs » demandent dans leur programme quelque chose de semblable à ce que nous revendiquons — alors devons-nous, pour plaire à nos impérialistes allemands, renoncer à nos droits tout jadis si amplement les messieurs qui gravitent autour de la Nova Austria et la Reichspost ? »

Dans le « Journal catholique » (no 28), paraissant à Zagreb, le Dr F. Barac, un personnage très connu dans le monde catholique, a terminé son article sur les devoirs du clergé vis-à-vis des aspirations nationales, par la constatation suivante :

« Les querelles religieuses et confessionnelles sont pour tout jamais enterrées. Respectons quiconque appartient à une autre religion, du moment qu'il est honnête et qu'il ne nous attaque pas. »

La « Hrvatska Obrana » du 4 juin a publié l'information suivante :

« La « Possavska Hrvatska » écrit : Nous apprenons de source sûre que tout récemment a eu lieu à Zagreb une réunion des professeurs de théologie orthodoxes et catholiques. Cette assemblée avait pour but de chercher une voie d'entente entre les deux églises. On est tombé d'accord pour créer un organe spécial qui doit par des articles sérieux préparer cette voie. Tout ceci a été fait avec l'assentiment des chefs des églises. Il ne serait pas opportun pour le moment de donner plus de détails. »

Une déclaration du gouvernement Mallinoff

Le Préopretz l'organe officiel du ministère Mallinoff, a publié le 9 août et l'Echo de Bulgarie du 10 août a reproduit, à la tête du journal, la déclaration suivante du gouvernement :

« La Bulgarie marche dans une voie nettement fixée. Elle la suit et est fermement décidée à la suivre jusqu'à ce qu'elle réalise l'œuvre hautement juste et sublime pour laquelle elle lutte depuis des années et qui lui a coûté déjà des sacrifices énormes. »

Cette déclaration malgré le ton énergique, ne plaira pas beaucoup à Vienne et Berlin. Il y manque, à dessein, quelque chose. M. Mallinoff ne dit pas avec qui il veut marcher jusqu'à la réalisation de l'hégémonie bulgare dans les Balkans ! Ce détail manquant est destiné non seulement aux bulgarophiles alliés mais aussi aux Allemands, pour les impressionner. Le jeu bulgare continue bien sous le régime Mallinoff. Nous allons voir qui y sera pris.

Le bolchévisme et la Russie

Le 3 mars 1917, les commandants d'armées, conformément aux plans préalablement arrêtés avaient soumis, par l'intermédiaire des deux éminents patriotes russes, Choulghine et A. Goutchkov, à la signature du tsar Nicolas II l'acte de son abdication au trône. La « révolution de Pétrougrad » du 27 février n'a qu'un lien apparent avec cet événement, car celui-ci fut un acte du plus haut patriotisme, tandis que la « révolution de Pétrougrad » était le résultat des agissements des ennemis extérieurs et intérieurs de la Russie.

Mais qui sont ces puissants ennemis qui réussirent à renverser et à désorganiser le grand empire slave ? Seulement une réponse précise à cette question peut nous éclaircir et faire comprendre la Russie de ces derniers jours et d'aujourd'hui. C'est elle qui peut également nous faire prévoir son propre avenir.

Les deux puissants alliés de l'Allemagne, derrière le front russe, furent les Allemands et les Juifs de Russie. Les premiers formaient un vrai Etat dans l'Etat, et même plus : l'Etat au-dessus de l'Etat. Le fameux vice-roi du Caucase, le comte Orlov avait décrit avec beaucoup de force la situation exceptionnelle dont jouissaient les Allemands en Russie. Une fois questionné par le tsar sur ce qu'il désirerait avoir de sa part, le vice-roi, dont on peut se figurer les faveurs auprès du tsar, avait répondu : « Sire, vous m'avez fait tout ce que j'ai pu désirer ; je ne voudrais encore qu'une chose, c'est de m'accorder le grade d'Allemand ! » — Depuis Catherine II jusqu'à Nicolas II, les sommets du pouvoir d'Etat se trouvaient constamment entre les mains des Allemands. Les barons baltes avaient toujours pour eux les places réservées dans la Cour et dans toutes les autres grandes fonctions civiles et militaires. Les colonistes allemands, qui s'étaient éparpillés dans toute la Russie d'Europe, furent toujours les sujets des deux tsars — allemand et russe ! — Nombreux sont les faits qui nous prouvent que la Germanie russe s'était organisée à la veille de la guerre pour ronger la Russie et pour lutter contre les Alliés. Cette organisation était, sans contredit, très forte et avait donné de bons résultats au profit de l'Allemagne.

Les Juifs sont au nombre de huit millions. On ne peut pas nier que, durant l'ancien régime, ils étaient de vrais esclaves politiques. Et comme les esclaves sont toujours ennemis de celui qui les oppresse, les Juifs, dès le commencement de la guerre, ont pris une attitude hostile envers la Russie. La victoire des armes russes aurait été pour eux la consolidation du régime tsariste et de leur esclavage politique, tandis que la défaite de la Russie leur promettait l'affranchissement.

Les autorités militaires russes répondaient à de pareilles conceptions par des potences. Et si la révolution n'avait pas éclaté, la Russie victorieuse aurait eu à résoudre une grave question, celle d'une démobilisation en bon ordre. La haine réciproque entre les Russes et les Juifs avait atteint un tel degré que les soldats russes s'étaient solennellement promis de ne pas rentrer chez eux, après le décret de démobilisation, avant de massacrer jusqu'au dernier Juif russe.

« Je suis heureux de pouvoir vous commémorer un succès à moi : j'ai réussi à faire nommer ministre de la Justice Alexandre Kerensky », déclarait triomphalement à la tribune de la Douma M. Miloukov. Mais ce bonheur des cadets fut le malheur du peuple, car l'abdication du tsar avait donné aux événements une tournure imprévue. Alexandre Kerensky avait engagé les cadets à l'aider pour forcer le grand-duc Michel Alexandrovitch à renoncer, lui aussi, à la couronne. Le procès contre le général Kornilov a mis au jour les ambitions de Kerensky qui, en balayant le trône, voulait s'assurer la présidence de la république russe.

Les Juifs et les Allemands ont célébré partout le nom de Kerensky. Sa popularité s'était répandue avec une vitesse de foudre dans toute la Russie et son éclat trompeur avait ébloui le monde entier. Des centaines de feuilles quotidiennes remplissaient des colonnes entières dans lesquelles elles glorifiaient le « petit Napoléon » — Kerensky !

Les anciens hommes d'Etat russes, ainsi que les généraux et autres politiques, afin d'assurer au plus vite l'intégrité de l'Etat, la consolidation du nouveau pouvoir, la sécurité du front, ont accepté sans résistance cette « nouvelle étoile ». Mais pendant que la droite prêtait franchement son concours à cet aventurier de courte durée, les amis de la « gauche », c'est-à-dire les Allemands et les Juifs, faisaient des efforts couronnés de succès en vue de détruire la base même de l'existence étatique de la Russie : l'armée.

La presse russe nationaliste fut vite étouffée. La « Retch », l'organe demi-juif et demi-russe des cadets, s'était maintenu avec beaucoup de peine. Tous les autres journaux, « organes de la révolution », se levèrent contre la guerre et contre le militarisme russe, bien entendu. En un clin d'œil, avec l'or allemand, on a pu installer, sur le front même, des imprimeries des plus modernes. Ces imprimeries fabriquaient des millions et des millions d'exemplaires de la fameuse « Justice de front » germano-juive.

L'action germano-juive contre l'armée russe est bien caractérisée par la mémorable résolution des officiers russes à Moghilyévo. « Les vagabonds internationaux, dit cette résolution, sont venus parmi nous et ont craché sur notre âme slave ; ils la crachèrent et la souillèrent. Ces éléments non-slaves sont illustrés par des « convictions » qu'ils avaient suggérées aux soldats russes moyennant la propagande orale et écrite. La propagande « des vrais révolutionnaires » consistait à convaincre le peuple russe et les soldats sur le front qu'il n'y a au monde qu'un seul peuple sacré et candide : ce peuple est le peuple juif. Il est le seul dans ce monde qui souffre pour le droit et pour la justice sociale. La démocratie allemande lui est plus proche, après laquelle vient tout de suite le moujik russe. La bourgeoisie française, selon ces gens, est épouvantable : elle fait tout pour l'argent ; l'impérialisme anglais l'a dépassée encore dans l'horreur. Les Anglais s'empressent du sang qu'ils sucent aux peuples de tous les coins du monde. Mais la bourgeoisie russe les dépasse tous. Elle est au sommet du mal. Les généraux russes seraient au service

de l'empereur d'Allemagne, tandis que les officiers subalternes sont achetés par les Anglais et les Français. Les uns et les autres, soit tous les officiers russes sans exception, n'ont pas d'autre but que de faire verser le plus possible le sang des Juifs, des moujiks russes et des démocrates allemands. Les Juifs, les moujiks et les démocrates allemands des tranchées sont de vrais frères, des sauveurs du monde et de véritables internationalistes. En retour, en Russie, il faut anéantir la détestable bourgeoisie russe et ne pas jasser en vie un seul officier russe. »

Voilà avec quelles idées les quinze millions de soldats russes sont rentrés du front chez eux !

Alexandre Kerensky a perdu toute sa popularité au moment même où il avait tenté d'organiser « l'armée révolutionnaire ». L'attitude répugnante et traïtrisse d'Alexandre Kerensky envers le général Kornilov, qui voulait sauver la Russie, a mis dans la possibilité l'organisation allemande de faire sortir de l'obscurité une figure bien plus périlleuse : Oulianoff-Lénine, et de faire achever par là la Russie.

Ce fut seulement devant le dilemme Kerensky ou Lénine que la bourgeoisie juive recula. C'est seulement par la polémique des journaux entre Kerensky et Lénine que se dessina distinctement la différence entre les journaux traîtres et germano-juifs et ceux des Juifs nationaux. Mais il était déjà trop tard, car le prolétariat juif, qui n'avait rien de commun avec les prolétaires luttant pour l'idée, avait déjà le dessus sur la bourgeoisie juive.

Lénine fut secouru par tous les éléments de la « fraternité internationale » : Allemands, Juifs et soldats russes.

En accomplissant leur mission sanglante d'anéantir « la détestable bourgeoisie russe » (et la bourgeoisie russe était tout ce qui n'était pas moujik, Juif ou Allemand), les soldats russes ont déserté le front et sont rentrés chez eux. Mais en rentrant dans leurs villages, il paraît que la sagesse est rentrée dans leurs têtes. Au moment où je quittais la Russie, une puissante réaction se dessinait déjà dans l'âme du moujik russe. La première manifestation de cette réaction était de retour à la solution de l'ancien problème juif. Dans plusieurs localités, les Juifs furent impitoyablement massacrés. Le chef de la bourgeoisie juive, Vinaver, s'est vu obligé d'y attirer l'attention de Bronstein-Trotsky, en lui faisant prévoir les conséquences dont seront victimes les Juifs si la politique du bolchévisme juif-russe continue, voulant rester fidèle à son action provocatrice, Bronstein a répondu : « Nous ne sommes pas des Juifs, nous sommes des internationalistes. »

Le maître absolu de la Russie est actuellement Oulianoff-Lénine. Lénine reste, pour ses plus intimes amis, un personnage énigmatique ; personne ne sait ce qui se passe dans sa tête. Le bien connu Pourichkévitch affirme une chose très bizarre. Il dit notamment que le vrai Lénine est depuis longtemps mort en Sibérie et que c'est un Juif qui s'était emparé de ses pièces d'identité qui s'est présenté auprès des émigrés russes comme le vrai Lénine. Cette histoire a l'air d'être inventée, mais en tout cas Lénine reste, même pour ceux qui le connaissent, un homme problématique. Peut-être l'Histoire nous démontrera-t-elle que l'impossible ne l'est pas en Russie.

Les décrets de Lénine ont l'allure du dernier mot. Tous ceux qui ne sont pas avec lui, il les proclame traîtres, voleurs, criminels, etc. D'après son idéologie, Lénine est le chef du « gouvernement des Juifs internationalistes » ; en réalité il n'est que le représentant de l'organisation germano-juive en Russie.

La force de ces bolchéviques consiste en ceci : ces vagabonds internationaux se sont emparés par force de tous les biens privés et publics, de façon que les vovous de la rue sont aujourd'hui des millionnaires. Outre la fortune d'Etat, les bolchéviques ont confisqué tous les capitaux privés, sauf ceux appartenant aux Allemands et aux Juifs. Tout le matériel de défense nationale et tous les moyens de transport se trouvent entre leurs mains. Le peuple russe se trouve dans son propre pays comme esclave de l'étranger.

Ce régime étranger a réussi à former des vrais Russes la « garde rouge ». Une partie de ses forces armées est composée des anciens condamnés aux travaux forcés et des autres éléments criminels des villes. Mais cet élément est presque épuisé. Le bolchévisme ne peut plus s'appuyer sur personne si ce n'est sur l'Allemagne. Le peuple russe désarmé commence à se réveiller. De sanglantes luttes sont à prévoir dans toute la Russie. Les socialistes révolutionnaires russes, qui sont les vrais Russes et de vrais socialistes se sont mis à la tête de la révolution contre l'invasion étrangère. Aujourd'hui il n'y a plus de différences de principes entre Savinkoff, révolutionnaire terroriste et le général Alexiev. Ils agissent de concert pour sauver la Russie de l'esclavage bolchéviste et allemand. Ils demandent aux Alliés de les secourir.

M. P. C.

Les Bulgares contre l'indépendance des peuples slaves

Il ne suffit pas aux Bulgares d'appuyer par les armes l'Allemagne et l'Autriche ; ils leur prêtent aussi leurs plumes qui ne valent pas grande chose, mais qui représentent pourtant pour les puissances centrales nécessairement une « opinion publique ». C'est ainsi que l'« Echo de Bulgarie » s'élève dans son numéro du 26 juillet contre les prétentions tchèques et yougoslaves. Voici ce qu'il dit à ce sujet :

« Il serait naïf de croire que les partis slaves essaieraient de provoquer par la violence un changement dans l'état des choses actuels. Sans doute, ces partis s'agitent. Ils ont formulé des prétentions, dont le caractère demeuré saute aux yeux. Mais ce qu'ils rêvent, ce n'est certes

pas un bouleversement général de la Monarchie, comme l'Entente se l'imagine. Tout au plus songent-ils à élargir leur autonomie intérieure. Quant à une indépendance complète, elle serait, pour les peuples slaves de l'Autriche, si pleine de périls qu'ils la repousseraient d'eux-mêmes si par impossible elle venait à leur être offerte.

Que les Slaves d'Autriche soient actuellement en proie à certain engouement passager, que les excitations étrangères aient pu troubler certaines têtes chaudes, la chose n'est pas niable. Il n'en reste pas moins vrai que c'est dans les cadres de l'Autriche-Hongrie que les Slaves, sujets actuels des Habsbourg trouveront toujours les meilleures conditions pour la sauvegarde et le développement de leur nationalité.

Tous les peuples de la Monarchie ont du reste le sentiment très vif et très traditionnel de l'étroite solidarité qui les lie à la couronne habsbourgeoise. Et c'est précisément cette conscience irréductible qui explique l'extraordinaire vitalité de l'Autriche-Hongrie et sa magnifique force de résistance. Aussi ne faut-il voir dans les conflits parlementaires qui se sont engagés entre les races que des querelles de famille qui, pour vives qu'elles soient, n'en resteront pas moins sans conséquences dangereuses. Avec le merveilleux sens d'adaptation dont elle a fait preuve à travers les siècles, la Monarchie saura résoudre les antagonismes d'aujourd'hui dans cette synthèse heureuse qui est à la base de ses institutions. »

Nouvelles de Serbie

M. Lloyd George et la Serbie

En réponse au télégramme qu'il lui avait adressé à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration de la guerre, M. Pachitch, président du conseil, a reçu de M. Lloyd George la dépêche suivante :

« Mes remerciements les plus chaleureux pour votre télégramme. Les saluts qui nous viennent de Serbie sont auprès de nous plus particulièrement les bienvenus, parce que dans cette grande lutte pour la liberté humaine aucun pays n'a montré autant de fermeté et de courage que la Serbie.

« Vous avez certainement raison de croire qu'à présent le jour approche rapidement où les tentatives des puissances autocratiques pour s'opposer au progrès de la démocratie et pour imposer aux nations libres de l'Europe la « kultur » du militarisme auront définitivement échoué.

« Les succès des Alliés en Italie et sur la Merne, la résistance splendide des Tchecoslovaques en Russie et en Sibérie et les sacrifices incomparables de votre propre nation présagent la victoire finale de notre cause et la délivrance prochaine de votre patrie et de vos compatriotes du joug étranger.

« Tenez ferme ces derniers jours encore, et votre récompense sera la nôtre. »

Les procédés des Bulgares jugés par les Croates

L'« Ohzor » de Zagreb, publie dans son numéro du 24 juillet l'information suivante :

« D'après un télégramme de Sofia, le 10 juillet, la jeunesse scolaire de Skoplie a rendu visite à Sofia. A cette occasion, on a récité les poèmes : A Dieu, du poète bulgare Vazoff, auquel ces « Bulgares » de Skoplie ont fait de grandes ovations. Quiconque connaît Skoplie sait que dans cette ville il n'y a pas ou presque pas de Bulgares et que la population est composée presque exclusivement de Serbes. Il est évident que la jeunesse scolaire s'est vue obligée, sous la pression impitoyable des autorités militaires bulgares, de se rendre à Sofia pour s'y exhiber comme « bulgare ! »

Une enquête « neutre » en Serbie

Le « Temps » du 14 août publie l'information suivante :

« Le gouvernement autrichien vient d'inviter le secrétaire de la Croix-Rouge suédoise à visiter la Serbie, en compagnie d'un journaliste qu'il lui adjoint. L'Autriche-Hongrie voudrait, évidemment, par ce moyen, essayer de démontrer le mal-fondé des terribles accusations portées contre elle par le gouvernement serbe sur la situation faite à la population restée en Serbie.

Ce procédé est bien du genre de ceux auxquels la monarchie dualiste a recours toutes les fois qu'elle cherche à voiler la vérité.

Une commission, dont les membres sont désignés uniquement par l'invasisseur, n'inspirera aucune confiance aux malheureux habitants de la Serbie, qui se gardent bien de lui dire ce qu'ils déclareraient à une commission composée de sujets des pays neutres et désignés par d'autres que les partis en cause.

L'envoi d'une semblable commission en Serbie occupée, avec pleins pouvoirs d'enquête, voilà le seul moyen, pour l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, de démentir les accusations du gouvernement serbe. Il est plus que douteux qu'elles osent y recourir. »